



Assemblée générale

Distr. générale
3 septembre 2010
Français
Original: anglais et français

Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire

Soixante et unième session

Genève, 4-8 octobre 2010

Point 5 b) de l'ordre du jour provisoire

Examen des rapports sur les travaux du Comité permanent

**Budgets-programmes, gestion, contrôle financier
et administratif**

Rapport du Comité des commissaires aux comptes à l'Assemblée générale sur les comptes relatifs aux contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés pour l'exercice clos le 31 décembre 2009

Rapport du Haut Commissaire

Additif

**Mesures prises ou proposées suite aux recommandations
formulées dans le Rapport du Comité des commissaires aux
comptes à l'Assemblée générale sur les comptes relatifs aux
contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des
Nations Unies pour les réfugiés pour l'exercice clos le
31 décembre 2009***

* Soumission tardive en raison de la réception du Rapport du Comité des commissaires aux comptes le 2 septembre 2010

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1	3
II. Recommandations a) et b).....	2-4	3
III. Recommandation c).....	5-6	3
IV. Recommandation d)	7-9	4
V. Recommandation e).....	10-11	4
VI. Recommandation f).....	12-14	5
VII. Recommandation g)	15-16	5
VIII. Recommandation h)	17-18	5
IX. Recommandation i)	19-26	6
X. Recommandation j)	27-28	7
XI. Recommandation k)	29-30	7
XII. Recommandation par. 31.....	31-32	8
XIII. Recommandation par. 54.....	33-34	8
XIV. Recommandation par. 57.....	35-36	9
XV. Recommandation par. 84.....	37-44	9
XVI. Recommandation par. 89.....	45-46	10
XVII. Recommandation par. 96.....	47-48	10
XVIII. Recommandation par. 123.....	49-52	11
XIX. Recommandation par. 126.....	53-54	11
XX. Recommandation par. 130.....	55-56	12
XXI. Recommandation par. 134.....	57-58	12
XXII. Recommandation par. 139.....	59-60	12
XXIII. Recommandation par. 151.....	61-64	13
XXIV. Recommandation par. 184.....	65-66	13

I. Introduction

1. Conformément au paragraphe 10 de la résolution 47/211 de l'Assemblée générale du 23 décembre 1992, ce document contient les mesures prises ou à prendre par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) en réponse aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes. Il aborde tout d'abord les principales recommandations contenues dans la première partie de leur rapport (A/AC.96/1086) puis fournit des réponses à d'autres recommandations, comme le précisent les paragraphes 31 à 184. Sauf indications contraires, toutes les références citées ci-dessous ont trait au rapport susmentionné.

Principales recommandations

II. Recommandations a) et b)

2. « Le Comité recommande au HCR de veiller à ce que les groupes de travail chargés de préparer la mise en œuvre des normes IPSAS intensifient leurs efforts afin que celles-ci soient intégralement mises en œuvre en 2012, conformément à l'objectif fixé. » (par. 27)

3. « Le Comité recommande au HCR d'analyser les raisons pour lesquelles certains groupes de travail n'ont pas du tout progressé dans la préparation du passage aux normes IPSAS et de prendre les mesures voulues pour y remédier. » (par. 33)

Mesures prises par l'administration

4. Le HCR a indiqué au Comité permanent du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire les contraintes s'opposant à la mise en œuvre des Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS), en particulier, le déplacement des priorités en raison de l'adoption du nouveau cadre budgétaire basé sur les résultats ainsi qu'une pénurie de ressources humaines ayant les qualifications requises. Les efforts déployés pour identifier les compétences idoines et pourvoir les postes vacants sont en cours mais peinent à atteindre les résultats escomptés. La Direction est consciente des raisons des retards dans certains groupes de travail sur les IPSAS et prend les mesures nécessaires pour garantir leur application en 2012.

III. Recommandation c)

5. « Le Comité réitère sa recommandation antérieure selon laquelle le HCR devrait se conformer aux dispositions relatives à l'annulation d'engagements non réglés et renforcer ses mécanismes de contrôle afin d'être en mesure de vérifier la validité des engagements. » (par. 60)

Mesures prises par l'administration

6. En 2009, de nombreux stages de formation ont été organisés sur le terrain pour régler les problèmes liés à l'enregistrement des transactions financières, y compris les engagements. Pour tenter de régler ce problème récurrent, le HCR organisera en octobre 2010 un symposium à l'intention de ses hauts responsables des finances sur le terrain. L'un des thèmes à couvrir au cours de cette conférence sera la clôture des comptes de fin d'année, couvrant des questions telles que les explications quant aux instructions concernant la clôture, les dates importantes concernant l'achèvement des tâches de fin d'année et la discussion des problèmes de clôture récurrents en fin d'année y compris l'annulation ou la validation des engagements.

IV. Recommandation d)

7. « Le Comité réitère sa recommandation antérieure tendant à ce que le HCR mette en place un financement spécifique pour les charges à payer à la cessation de service et après le départ à la retraite. » (par. 73)

Mesures prises par l'administration

8. Le HCR a présenté des approches de financement possibles à la quarante-cinquième réunion du Comité permanent en juin 2009 mais une décision n'a pas été présentée à ce stade, dans l'attente d'une décision de l'Assemblée générale sur le financement du passif du Secrétariat des Nations Unies. Par la suite, dans sa résolution A/RES/64/241 adoptée le 24 décembre 2009, l'Assemblée générale a différé sa décision concernant les propositions de financement de ce passif à la soixante-septième session de l'Assemblée générale.

9. A la quarante-huitième réunion du Comité permanent de juin 2010, le HCR a présenté une série d'options de financement aux Etats membres dans le document de séance EC/61/SC/CRP.19. Les Etats membres ont exprimé des vues divergentes et ont demandé de poursuivre les discussions à cet égard dans le cadre de consultations informelles en septembre 2010. En conséquence, le HCR espère recevoir suffisamment d'orientations de la part des Etats membres pour présenter une option de financement ralliant tous les suffrages après avoir examiné les coûts estimatifs des différentes options.

V. Recommandation e)

10. « Le HCR a accepté la recommandation du Comité l'invitant à établir des statistiques et des indicateurs de référence pour mesurer l'amélioration de la qualité des prestations fournies par les services délocalisés. » (par. 90)

Mesures prises par l'administration

11. Le HCR convient qu'une étude comparative des statistiques et des indicateurs fournira des éléments supplémentaires pour apprécier la qualité des services fournis après la délocalisation et établira des indicateurs de performance appropriés à l'avenir.

VI. Recommandation f)

12. « Le HCR a accepté, comme le Comité le recommandait : a) de veiller à ce que les rapprochements bancaires soient exhaustifs et b) de rectifier les écarts inexpliqués entre les rapprochements bancaires et le grand livre. » (par. 100)

Mesures prises par l'administration

13. Depuis la mi-2009, le HCR a mis en place un processus systématique et régulier de suivi des rapprochements bancaires. A la fin de chaque mois, un état de rapprochement bancaire est produit, montrant la date à laquelle un rapprochement bancaire a été préparé et approuvé pour la dernière fois et ce pour chacun des comptes bancaires du HCR sur le terrain : cette procédure est utilisée par la Section de contrôle financier pour vérifier que les Bureaux extérieurs concernés ont pris les mesures appropriées. Egalement, pour les comptes identifiés à haut risque, un examen plus approfondi est conduit et les montants inexpliqués, les notes et les explications données par les Bureaux extérieurs au système MSRP dans les pages de rapprochement « banque à livre » sont examinées de façon très approfondie par le personnel de la Section de contrôle financier, et un suivi est assuré par les Bureaux extérieurs concernés. Ces procédures sont entrées en vigueur à la mi-2009 et l'arriéré de problèmes devrait être réglé à la fin de septembre 2010.

14. En outre, pour garantir la bonne exécution des rapprochements bancaires (y compris la résolution des différences inexpliquées), le Centre d'apprentissage global du HCR met actuellement la dernière main à un cours en ligne sur le rapprochement bancaire qui devrait être prêt en septembre 2010. Ce cours a pour but de fournir des instructions détaillées à l'ensemble du personnel responsable des rapprochements bancaires.

VII. Recommandation g)

15. "Le Comité recommande de nouveau que le HCR poursuive ses efforts en vue d'améliorer le taux de justification en temps utile des avances faites aux partenaires d'exécution." (par 108)

Mesures prises par l'administration

16. En mars 2010, le Service de contrôle financier a commencé de passer en revue les rôles et responsabilités en matière de transactions financières au sein de l'Organisation et a conclu que des contrôles et un suivi additionnel des versements effectués aux partenaires étaient nécessaires. Lorsque cette étude sera achevée, les discussions se tiendront avec les Bureaux pour déterminer la manière d'améliorer encore les contrôles dans ce domaine. En outre, au cours du symposium susmentionné à l'intention des hauts fonctionnaires du HCR chargés de la finance ainsi que lors d'une autre réunion de ce type à l'intention des administrateurs chargés du contrôle des projets, l'importance d'enregistrer rapidement les rapports de dépenses des partenaires d'exécution sera soulignée.

VIII. Recommandation h)

17. « Le Comité recommande de nouveau au HCR : a) de contrôler les versements aux partenaires d'exécution qui sont en attente de justification depuis plus d'un an; et b) de prendre des mesures appropriées en vue de leur régularisation ou de leur remboursement par les partenaires d'exécution. » (par. 117)

Mesures prises par l'administration

18. Comme le note le paragraphe 113 du Rapport du Comité des commissaires aux comptes au 22 juin 2010, le nombre de versements effectués depuis plus d'une année et n'ayant pas fait l'objet d'un rapport est moins important ; tous les soldes devant faire l'objet d'un rapport en vertu des partenariats conclus en 2006 et au cours des années précédentes ont été ramenés à zéro ; et pour 2007, les soldes n'ayant pas fait l'objet d'un rapport ne s'élevaient qu'à 275 586 dollars E.-U. En conséquence, le HCR estime que des améliorations très importantes ont été accomplies en la matière. Les efforts se poursuivent pour vérifier les soldes en temps voulu.

IX. Recommandation i)

19. « Le HCR a accepté, comme le Comité le recommandait : a) d'enregistrer la valeur des biens durables régulièrement et dans les délais fixés, dès que les biens en question sont enregistrés dans la base de données des biens; b) d'effectuer un inventaire physique complet des biens durables dans chaque bureau local pour les comparer aux biens figurant dans la liste des biens enregistrés dans la base de données; et c) de contrôler plus rigoureusement les procédures de cession des biens. » (par. 153)

Mesures prises par l'administration

20. Garantir l'exactitude et l'exhaustivité des actifs dans la base de données est un processus en cours. Depuis la mi-2009, le HCR a coordonné un examen complet de ses biens non consommables pour chaque opération par pays. Le Comité des commissaires aux comptes a fait état d'améliorations dans les pratiques de gestion d'actifs aux paragraphes 143 à 145 de son rapport.

21. Dans la réponse du HCR à la recommandation du Comité des commissaires aux comptes en la matière, il est indiqué que l'intégration nécessaire des systèmes serait réalisée à partir du 1^{er} janvier 2010 pour garantir l'intégrité des données dans la base de données. Malheureusement, en raison de contraintes financières du fait de priorités concurrentes, le projet IPSAS a enregistré des retards et les systèmes et procédures n'étaient pas en place au 1^{er} janvier comme prévu ; en conséquence, ces mesures ne seront mises en œuvre qu'au cours du dernier trimestre de 2010, conformément aux normes comptables existantes. Le personnel travaille sans relâche pour s'assurer que la base de données est correctement tenue. Au moment où ce rapport est rédigé, le nettoyage de la base de données des biens non consommables était réalisé à 95 pour cent. L'Unité de gestion des actifs au sein de la Section de gestion de l'approvisionnement continuera à travailler en étroite collaboration avec le terrain pour achever cette opération de nettoyage et veiller à ce que les nouvelles procédures et la fonctionnalité des systèmes soient en place au cours de 2010.

22. En outre, un système de suivi mensuel de tous les biens, bâtiments et équipements a été mis en place au début de 2009. Afin d'éviter tout enregistrement incorrect des biens, bâtiments et équipements, la fonctionnalité visant à ajouter des biens directement dans la base de données n'est possible qu'au sein de l'Unité de gestion des actifs à Budapest.

23. Concernant les procédures d'élimination des actifs mentionnées au paragraphe 152 c) du Rapport du Comité des commissaires aux comptes, le HCR a adopté en janvier 2010 un système visant à superviser toutes les éliminations et vérifier l'exécution correcte par le Comité compétent de gestion des actifs.

24. En outre, le HCR a mis en œuvre un meilleur système de suivi des réunions du Comité de gestion des actifs au Siège (HAMB) et du Comité de gestion des actifs local (LAMB). Toutes les réunions du HAMB et la plupart des réunions du LAMB sont désormais enregistrées dans le système de gestion des documents *Livelink*. Pour veiller à ce qu'aucune élimination n'ait lieu dans MSRP sans l'enregistrement du procès-verbal des décisions, le SMS suit tous les formulaires GS-45 concernant les éliminations d'actifs en l'absence d'une trace de réunions correspondantes du LAMB. Cela inclut également le suivi de la réunion HAMB/LAMB. Le système a été adopté à la fin de 2009 et est désormais appliqué à l'ensemble des cas HAMB/LAMB de 2010.

25. À plus long terme, le HCR a l'intention d'élaborer un nouveau module dans le système MSRP pour améliorer le suivi des réunions du Comité de gestion des actifs. Le développement ne peut commencer qu'à l'issue de toutes les mesures touchant au nouveau cadre budgétaire basé sur les résultats et aux projets de l'IPSAS, soit après 2012.

26. Eu égard aux commentaires relatifs à la Représentation du HCR au Kenya, les actifs auxquels il est fait référence au paragraphe 152 du rapport ont depuis lors été enregistrés dans la base de données des actifs. Le HCR a renforcé ses contrôles internes en attribuant un code barre aux biens nouvellement acquis et en améliorant la coordination entre l'administration, l'approvisionnement et les technologies de l'information et des communications pour veiller à ce que tous les biens soient correctement saisis dans la base de données. Eu égard à l'inventaire physique, la Représentation du HCR au Kenya a confirmé que la vérification était effectuée, les actifs avaient été vérifiés en juillet 2009 et que des vérifications avaient régulièrement lieu chaque année.

X. Recommandation j)

27. « Le Comité réitère sa recommandation selon laquelle le HCR devrait dorénavant déclarer dans ses états financiers la valeur des biens non durables inutilisés à la fin de l'année, afin de rendre compte de ses actifs de façon plus complète et plus exacte. » (par. 58)

Mesures prises par l'administration

28. Le HCR réitère la réponse fournie dans le Rapport du Comité des commissaires aux comptes de 2008 à ce sujet et confirme que des mesures sont actuellement prises pour présenter un rapport sur l'inventaire dans les états financiers pour l'année 2010. A cette fin, l'inventaire qui a eu lieu à la fin de 2009 a fait l'objet d'un décompte physique et une opération d'évaluation est en cours pour établir un solde d'ouverture pour les comptes de 2010. Le Service de gestion de l'approvisionnement améliore actuellement l'exactitude des données et met en place les modifications techniques au MSRP afin qu'il devienne opérationnel comme prévu au dernier trimestre de 2010. Lorsque les modifications auront été apportées au système, les transactions financières seront automatiquement réalisées en présence du mouvement correspondant de biens depuis et vers l'inventaire, garantissant par là que les données du système financier correspondent exactement à la valeur de l'inventaire.

XI. Recommandation k)

29. « Le Comité réitère sa recommandation selon laquelle le HCR doit continuer de s'efforcer de réduire le nombre de fonctionnaires en attente d'affectation non pourvus de fonctions temporaires. » (par 173)

Mesures prises par l'administration

30. Le HCR a l'intention d'examiner plus avant une politique plus efficace concernant le personnel en attente d'affectation. A cet effet, un audit interne est actuellement en cours et ses résultats seront examinés en temps utile.

Autres recommandations

XII. Recommandation par. 31

31. « Le Comité recommande au HCR de faire en sorte que ses règles de gestion financière révisées, conformes aux normes IPSAS, soient adoptées parallèlement à l'entrée en vigueur des normes IPSAS. »

Mesures prises par l'administration

32. Dans le rapport intérimaire le plus récent concernant la mise en œuvre des normes IPSAS (document de séance EC/61/SC/CRP.18) présenté au Comité permanent en juin 2010, le HCR a expliqué aux paragraphes 4 et 5 que de nouveaux changements à la version actuelle du règlement de gestion du HCR tels que contenus dans le document A/AC.96/503/Rev.9 n'étaient pas attendus avant que le HCR ne soit prêt à mettre intégralement en œuvre les normes IPSAS. Entre-temps, le HCR a l'intention d'appliquer les dispositions pertinentes des Règles et Réglementations financières harmonisées des Nations Unies aux fins de l'application des normes IPSAS.

XIII. Recommandation par. 54

33. « Le Comité recommande que le HCR : a) veille à ce que les responsables se conforment scrupuleusement aux instructions relatives à la clôture des comptes de l'Organisation; et b) ajuste ses procédures internes pour que les règles régissant la vérification des comptes soient respectées. »

Mesures prises par l'administration

34. Concernant le premier point, des efforts considérables ont été déployés chaque année pour veiller à ce que les instructions de fin d'année soient claires et compréhensibles. En octobre 2010, lors du symposium susmentionné à l'intention des hauts fonctionnaires chargés des finances sur le terrain, l'un des thèmes à couvrir sera la clôture des comptes de fin d'année, y compris des explications sur les instructions, les points importants à observer et la discussion de certains des problèmes posés par la clôture des comptes en fin d'année. Concernant le deuxième point, qui a pour but de régler les problèmes rencontrés par les vérificateurs des comptes dans l'obtention d'une preuve de certaines approbations et des documents d'appui de la part des Bureaux extérieurs, le HCR continuera de travailler en étroite collaboration avec les vérificateurs des comptes pour veiller à ce que les preuves nécessaires soient fournies en temps voulu.

XIV. Recommandation par. 57

35. « Le Comité recommande que le HCR n'épargne aucun effort pour accélérer la régularisation des engagements non réglés par rapport aux sommes à payer chaque fois que des factures sont disponibles pour corroborer la réception des biens et des services. »

Mesures prises par l'administration

36. L'enregistrement correct des sommes à payer et des engagements non liquidés fera l'objet d'une attention plus soutenue dans la rédaction des instructions de fin d'année. Les Bureaux extérieurs seront invités à accorder davantage d'attention à la saisie des données dans MSRP et à enregistrer les transactions de façon ponctuelle. En outre, le symposium à l'intention du personnel chargé de la finance sur le terrain se penchera sur cette question dans le cadre des instructions concernant la clôture des comptes.

XV. Recommandation par. 84

37. « Le Comité recommande que le HCR modifie les notes afférentes à ses états financiers en présentant les modifications apportées aux principales hypothèses actuarielles retenues pour l'évaluation des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, ainsi que les motifs et les incidences de ces changements. »

Mesures prises par l'administration

38. Le paragraphe 79 du Rapport du Comité des commissaires aux comptes reconnaît que la méthodologie utilisée par le HCR est conforme à la norme 25 des IPSAS, toutefois il recommande que le changement du taux d'actualisation soit rendu public.

39. La méthodologie arrêtée pour fixer le taux d'actualisation aux fins des évaluations de 2009 est conforme à la norme 25 des IPSAS, conforme à la méthode utilisée au cours des années précédentes et conforme aux méthodes employées par le Secrétariat des Nations Unies. L'information fournie ci-dessous montre que le taux d'actualisation de 6,15 pour cent utilisé pour l'évaluation du 31 décembre 2009 est acceptable, tant d'un point de vue économique que du point de vue de la cohérence de l'approche.

40. Le Secrétariat des Nations Unies a fourni des orientations sous la forme d'une Note sur le taux d'actualisation pour l'évaluation actuarielle des prestations à la fin de service au 31 décembre 2009, en vertu desquelles il est expliqué que l'objectif consistant à arrêter un taux d'actualisation a pour but de déterminer le montant qui, s'il était investi dans un portefeuille de titres d'emprunt de premier rang, produirait les flux financiers voulus pour couvrir les prestations à mesure qu'elles deviendraient exigibles. La norme 25 des IPSAS et la norme utilisée pour déterminer les besoins de déclarations comptables concernant les prestations à verser aux employés et ne précise pas la façon dont l'hypothèse concernant le taux d'actualisation doit être choisie.

41. L'Organisation des Nations Unies a jusqu'ici déterminé le taux d'actualisation par référence au taux de rendement de placement à revenus fixes de premier rang qui assurerait des flux financiers correspondants aux échéances et aux montants des versements prévus. Cette approche est conforme à la méthodologie susmentionnée et aux dispositions additionnelles contenues aux paragraphes 92 à 94 de la norme 25 des IPSAS. Le HCR a systématiquement suivi l'approche adoptée par l'Organisation des Nations Unies, conforme aux exigences et aux structures opérationnelles de l'Office. En conséquence, les principales

hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation de l'assurance maladie après la cessation de service n'ont pas changé mais les taux ayant servi à la détermination du taux d'actualisation se sont modifiés comme il est expliqué ci-dessous.

42. L'Organisation des Nations Unies a, comme la plupart des promoteurs de régime et des actuaires, utilisé des cours acheteurs comptant associés à une courbe de rendement des obligations à long terme classées AA, sur la base d'un point de référence de la courbe d'actualisation des pensions Citygroup aux Etats-Unis et d'Euro Bonds en Europe. Cette méthodologie de détermination du taux d'actualisation comprend un certain nombre d'étapes exposées dans la note d'orientation. Lorsque la méthodologie a été appliquée aux flux financiers relatifs à l'ASHI pour l'exercice clos le 31 décembre 2009, le résultat a fait apparaître un taux d'actualisation de 6,15 pour cent.

43. Le taux de 6,15 pour cent est également conforme aux hypothèses relatives au taux d'actualisation dont il a été récemment fait état en décembre 2009 pour J.P. Morgan (éventail de taux d'actualisation jugés appropriés pour la plupart des plans de pension sur la base de la courbe de rendement AA de J.P. Morgan : 5,75 – 6,50 pour cent) et Mercer (taux d'indice dans le calcul du taux d'actualisation à la fin du mois aux Etats-Unis à l'aide de la courbe de rendement Mercer pour un plan pilote « moyen » de Mercer : 6,03 pour cent).

44. Le taux utilisé par le HCR se fonde sur les obligations de premier rang libellées en euros, arrondis au point de base 5 le plus proche (le taux calculé avant d'être arrondi était de 6,17 pour cent). Le taux de 5,5 pour cent utilisé pour la première fois en 2007 puis en 2008 s'est également fondé sur les obligations de premier rang libellées en euros et était donc conforme à la base utilisée en 2009.

XVI. Recommandation par. 89

45. « Le Comité recommande que, avant chaque réforme structurelle, le HCR établisse des objectifs et des indicateurs précis et une analyse détaillée des incidences escomptées sur la gestion. »

Mesures prises par l'administration

46. Le HCR prend note de la recommandation du Comité des commissaires aux comptes.

XVII. Recommandation par. 96

47. « Le HCR a accepté la recommandation du Comité l'invitant à veiller à mettre ses pratiques en conformité avec les critères de la Commission de la fonction publique internationale et les résolutions de l'Assemblée générale lorsqu'il recrute et affecte des administrateurs sur le plan national. »

Mesures prises par l'administration

48. Tout en prenant bonne note et en acceptant la recommandation concernant les Administrateurs nationaux, le HCR confirme que la plupart des critères (tels qu'établis par la Commission de la fonction publique internationale) pour le recrutement des Administrateurs nationaux au Centre de services globaux de Budapest ont été respectés.

XVIII. Recommandation par. 123

49. « Le Comité recommande de nouveau que le HCR redouble d'efforts pour obtenir les attestations de vérification de la part de ses partenaires d'exécution avant le 30 avril de chaque année. »

Mesures prises par l'administration

50. Conformément à la recommandation du Comité des commissaires aux comptes, le HCR a accepté en 2006 de fixer le délai de réception des attestations d'audit le 30 avril de chaque année, ce qui représente une réduction de trois mois par rapport à la date établie plus tôt soit en juin. Depuis lors, le HCR a déployé beaucoup d'efforts pour se conformer aux délais fixés et pour fournir une orientation et un appui aux opérations et aux partenaires confrontés aux difficultés. Malgré ces efforts, les réalités du terrain ont fait que le strict respect du délai du 30 avril n'a pas été possible. Néanmoins, les efforts concertés ont abouti à une amélioration remarquable par rapport aux années précédentes et le taux d'exécution est passé de 55,9 pour cent au 30 avril 2010 (par rapport à 15 pour cent à la fin avril 2009) à 98,8 pour cent au 22 juin 2010 et à 98,9 pour cent au 28 juin 2010 (contre 58,1 pour cent à la fin juin 2009).

51. Au paragraphe 119 du Rapport du Comité des commissaires aux comptes, il est observé que les attestations d'audit des années antérieures non reçues au 22 juin 2010 représentaient 6,1 pour cent des paiements effectués en 2005 ; 11,5 pour cent des paiements effectués en 2006 ; 0,5 pour cent des paiements en 2007 et 0,7 pour cent en 2008. Le HCR estime qu'une amélioration considérable a été apportée par rapport à la même époque de l'année écoulée soit : 10 pour cent des dépenses de 2005 n'avaient pas fait l'objet d'attestations d'audit ; 14 pour cent pour 2006 et 17 pour cent pour 2007. Le HCR poursuivra ses efforts pour améliorer la situation d'ici au 31 décembre 2010.

52. Tout en poursuivant ses efforts pour se conformer aux politiques existantes, le HCR examine actuellement d'autres solutions rentables réalistes et ponctuelles pour obtenir l'assurance que les fonds sont décaissés de façon adéquate par le biais de dispositifs relatifs aux partenaires d'exécution. Une étude a commencé en février 2010 pour passer en revue la politique actuelle du HCR concernant les exigences d'attestations d'audit de la part des partenaires d'exécution ; pour identifier les causes profondes des déficiences au niveau du suivi de performances et du respect des règles de la part des partenaires d'exécution ; et mettre au point des politiques et des mécanismes de contrôle y relatifs dans l'ensemble des institutions du système des Nations Unies. Un rapport final, contenant des solutions de rechange, des modalités d'exécution, des exigences et des implications en matière de ressources, sera soumis à la direction à la fin de 2010.

XIX. Recommandation par. 126

53. « Le HCR a recommandé de nouveau et le Comité a accepté de redoubler d'efforts pour opérer les ajustements qui pourraient être requis en ce qui concerne les dépenses des exercices antérieurs enregistrées dans les états financiers. »

Mesures prises par l'administration

54. Le HCR admet qu'il est nécessaire de déployer des efforts pour analyser de façon approfondie les attestations d'audit assorties de réserves et continuera de prendre des mesures raisonnables et appropriées pour lever ces réserves.

XX. Recommandation par. 130

55. « Le Comité recommande que le HCR fasse en sorte que toutes les attestations de vérification attendues soient enregistrées dans sa base de données. »

Mesures prises par l'administration

56. Au cours de la vérification des comptes, le HCR a reconnu que certains Bureaux n'avaient pas correctement enregistré des accords de projet dans MSRP et ont pris des mesures pour remédier à cette situation. Il convient de noter que, même si des accords n'ont pas été enregistrés dans le système, les attestations d'audit y relatives ont été reçues comme prévu. En conséquence, il n'y a eu aucune incidence sur le taux d'exécution d'audit des partenaires d'exécution.

XXI. Recommandation par. 134

57. « Le HCR a souscrit à la recommandation du Comité tendant à mettre à jour le contrat-type avec ses partenaires d'exécution. »

Mesures prises par l'administration

58. Le HCR passe actuellement en revue la présentation existante des accords de sous-projets dans le cadre de la mise à jour du Chapitre 4 du Manuel du HCR. De nouvelles présentations actualisées et révisées verront le jour avant la fin de 2010 - à temps pour que les dispositifs de mise en œuvre pour 2011 soient arrêtés.

XXII. Recommandation par. 139

59. « Le HCR a souscrit à la recommandation du Comité selon laquelle il doit systématiquement contrôler les indicateurs d'avancement de l'exécution des projets et garder trace des vérifications. »

Mesures prises par l'administration

60. Le HCR apprécie tout à fait l'importance du suivi de l'avancement de l'exécution des projets par rapport aux indicateurs de performance établis au moment du lancement de ce projet. Le HCR a mis considérablement l'accent sur le suivi de la mise en œuvre du projet dans ces lignes directrices internes concernant la mise en œuvre publiée en février 2010. Dans le cadre de l'engagement du HCR à la gestion basée sur les résultats et pour s'aligner sur le cadre de résultats, un ensemble d'indicateurs normalisés de performance a été intégré dans des présentations d'accords de sous-projets dûment révisés pour 2010. Lorsque le Chapitre 4 du Manuel du HCR sera mis à jour, des orientations complémentaires seront fournies aux Bureaux extérieurs concernant le suivi adéquat de l'avancement du projet, tant au plan de la performance que de l'impact, mesuré par rapport aux indicateurs tirés du cadre de résultats du HCR. L'accent sera également mis sur l'enregistrement adéquat de ce suivi périodique.

XXIII. Recommandation par. 151

61. « Le HCR a accepté, comme le Comité le recommandait : a) d'obtenir auprès de ses partenaires la communication de leurs inventaires annuels; b) de procéder lors des missions à des vérifications de conformité entre les biens durables enregistrés dans sa base de données AssetTrak et ceux figurant dans les inventaires tenus par ses partenaires; et c) de vérifier lors des missions les stocks de biens durables achetés au moyen des fonds du HCR ainsi que les biens donnés par le HCR. »

Mesures prises par l'administration

62. En 2009 et 2010, le Service de la gestion de l'approvisionnement du HCR a établi une liaison directe avec les Représentations du HCR dans des pays où des listes de biens annuels des partenaires d'exécution faisaient défaut, fournissant des orientations et un appui au personnel du HCR pour les aider à obtenir les rapports requis ainsi que pour améliorer les vérifications de conformité. En conséquence, la base de données des actifs de MSRP reflète aujourd'hui l'état opérationnel de la plupart des biens. Dans un souci d'amélioration ultérieure, le Service a également adopté un système de gradation de non-exécution.

63. Eu égard aux questions spécifiques concernant la Représentation du HCR en Malaisie, mentionnées aux paragraphes 149 et 150 du rapport, le HCR a déclaré avoir mené à bien toutes les mesures contenues dans les recommandations pertinentes. Tous les partenaires d'exécution ayant des biens en Malaisie ont soumis leurs listes, y compris les articles donnés par le HCR et ceux qui ont été achetés par le partenaire d'exécution à l'aide de fonds du HCR. Ces listes ont été vérifiées par le HCR et actualisées dans MSRP. En outre, des vérifications aléatoires d'actifs ont été menées à bien au cours de visites de sites et enregistrées moyennant une liste récapitulative. Sept visites de vérification financière ont été organisées en 2010.

64. La Représentation du HCR en République arabe syrienne a également déclaré avoir apporté des améliorations depuis l'audit. Des listes d'actifs des partenaires d'exécution sont désormais dûment signées et tamponnées par le HCR et attachées aux rapports financiers définitifs des partenaires d'exécution.

XXIV. Recommandation par. 184

65. « Le HCR s'est rangé à la recommandation du Comité selon laquelle il devrait prendre, en collaboration avec le BSCI, les mesures nécessaires pour réduire le nombre de postes d'auditeur interne restant vacants. »

Mesures prises par l'administration

66. Le HCR partage les préoccupations du Comité concernant les postes de vérificateurs internes des comptes vacants et a soulevé la question avec de hauts fonctionnaires du BSCI basé à New York (octobre 2009) et à Genève (mai 2010, juin 2010). Le HCR a vérifié qu'un financement adéquat avait été prévu pour faciliter les activités de recrutement en temps utile dans la mesure où il ne participe pas lui-même au processus de recrutement. Le BSCI a averti le HCR que tous les efforts seront déployés pour pourvoir ces postes aussi rapidement que possible. Le HCR est préoccupé de voir que la couverture de vérification interne des comptes n'est pas prévue dans des domaines clés des activités de programme et continuera d'étudier cette question avec de hauts fonctionnaires du BSCI de façon prioritaire.